

## Catherine Le Grand-Séville, anthropologue

Le professeur Catherine Le Grand-Séville collaboration avec Anne Vega, ethnologue, ont mené une enquête sur le thème « se souvenir des vivants qui se sont occupés des morts de la canicule en août 2003 ».

### **Pourquoi faut-il se souvenir des vivants qui se sont occupés des morts de la canicule de l'été dernier ?**

Catherine Le Grand-Séville : « Il fallait se dégager de cette culpabilisation massive ressentie par les familles, les professionnels de santé et du funéraire, les travailleurs sociaux, les bénévoles. Avec le recul on s'est aperçu qu'ils n'avaient pas failli. Notre travail d'enquête est d'inscrire cet événement dans la mémoire sociale, de restituer ce sentiment d'incompréhension et de décalage, mal vécu sur le moment, et dont les blessures ne se sont pas refermées des mois plus tard. Sur le moment tout n'a pu être dit et montré par les médias. Il était nécessaire de valoriser des actions modestes, de faire comprendre combien il était difficile pour les pompiers, bénévoles, professionnels des soins funéraires de faire face à une situation imprévue, contraints de s'occuper de « leurs » morts avec des moyens réduits. Les familles l'ont d'ailleurs bien compris, du moment qu'elles ont constaté que l'on n'a pas manqué du respect dû aux défunts. Nous ne cherchons pas à faire un travail exhaustif, mais une étude qualitative, pour montrer comment cet événement a été vécu, comment il a modifié la vie professionnelle ou personnelle des personnes interrogées, les souvenirs qu'elles en gardent et ce qu'elles ont envie de transmettre. »

### **Comment a-t-on pu penser que tous ces morts étaient abandonnés ?**

CLGS : « Les familles inquiètes cherchaient leurs morts, les services cherchaient les familles. Les familles ont du faire face à des démarches administratives très pénibles, prouver leurs liens de parenté, renvoyées de service en service. En plus elles ont très mal vécu d'être mises à l'index, culpabilisées. On a fait porter sur elles des manques fondamentaux de la vie administrative et civique. Beaucoup ont eu le sentiment que toute une génération mourait en même temps. C'était très angoissant pour les familles, les soignants, le personnel des secours et du funéraire. En même temps ils étaient blessés par la minimalisation de l'événement, et un discours qui individualisait des responsabilités multiples. L'analyse globale et les explications multifactorielles ont tardé à se mettre en place. »

### **Cet événement exceptionnel, ce nombre important de décès en quelques jours, ne révèle-t-il pas un manque dans l'organisation du tissu social ?**

CLGS : « La prise en charge des personnes fragiles et de la fin de vie a été extrêmement médicalisée. On ne peut pas le regretter, c'est un progrès. Mais cette évolution a un revers : les professionnels ignorent les réseaux de solidarité familiale, ce que Robert Castel dans son livre « L'insécurité sociale »\* appellent les protections naturelles, la famille, l'entourage, le voisinage. Ces deux mondes se côtoient, mais ne se connaissent pas. La professionnalisation de nos liens sociaux a fait qu'il devenait légitime de rester chacun chez soi. Le mouvement doit s'inverser. Il est important de valoriser les relations informelles, de développer des réseaux qui ne reposent pas sur les seuls professionnels, d'établir des liens entre les professionnels médicaux et sociaux et l'entourage. »

## **La vie moderne ne favorise-t-elle pas l'isolement ?**

CLGS : « Il est inutile d'imaginer un retour à la solidarité entre voisins, telle qu'elle était auparavant. Mais il y a des mouvements qui naissent, comme « immeubles en fête », où les gens réapprennent à se connaître. Il faudrait prévoir plus d'espaces communs où se rencontrer. Pour que de telles initiatives s'institutionnalisent il faut du temps. C'est le moyen de développer des relations de voisinage, ni contraignantes ni lourdes. La solidarité existe en France. Nous sommes le premier pays en Europe par le nombre d'associations de type loi 1901. Elles forment un réseau dense. Mais l'Etat a fait le choix de professionnaliser ces associations. Il est nécessaire de valoriser des actions plus modestes, très précieuses au niveau de la proximité. »

## **N'est-il pas difficile de surveiller des personnes fragiles, âgées, seules, sans les accabler par une sollicitude pesante ?**

CLGS : « Les conditions socio-économiques ont joué un rôle important. Les gens dans la précarité vivaient dans des logements surchauffés, sous les toits, évidemment sans climatisation. Il n'y a pas de recette magique pour changer cela. L'entrée en institution n'est pas la solution. Les réseaux de « protection naturelle » doivent éviter l'écueil d'une contrainte sociale et d'une police des familles profondément insupportables. Il est nécessaire de lutter contre l'infantilisation de ces personnes fragiles, qui restreint leur autonomie, de leur laisser leur place de « sujet désirant », comme disent les psychanalystes. Elles doivent exprimer leurs envies et leurs besoins, on doit respecter leur autonomie, leur marge de liberté, y compris leur volonté de solitude, ce qu'elles perdent en institution. C'est pourquoi les réseaux informels de proximité sont irremplaçables. Informés correctement en amont en cas d'événement exceptionnel, ils peuvent réagir. Quant aux intéressés, des initiatives locales de réflexion citoyenne pourraient aller vers eux, leur demander ce qu'ils souhaitent et veulent. »

## **Etes-vous optimiste ?**

CLGS : « Je suis plutôt optimiste. Je constate que lors des épreuves de cet été, les gens ont mieux réagi qu'on ne l'a dit au début. Sans idéaliser la situation, il n'y aucune raison d'apporter de l'eau au moulin de ceux qui ont parlé trop vite de faillite de l'entourage. »

*\*L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?, éd du Seuil, 2003.*